



PREAVIS DE GREVE

Le mercredi 8 octobre les JRI de France 2 se sont réunis. La raison de cette assemblée générale était simple. Depuis des semaines nous interpellons notre hiérarchie sur l'avenir de notre service, en vain.

Le silence en bandoulière, la direction de l'information fait prendre à notre service et à notre métier une pente que nous estimons dangereuse.

Voici les faits :

Officiellement le poste de rédacteur en chef du service JRI est vacant depuis le 1er septembre. Mais la direction de l'information sait clairement depuis le mois de juin que le poste est à pourvoir. Elle nous a affirmé, par mail du 29 juin, qu'elle recevrait les candidats courant septembre. Mais rien, aucun des 6 candidats n'a obtenu de rendez-vous.

Depuis des mois, la direction retarde le comblement de ce poste, laissant les adjoints de ce service débordés et nous JRI sans réel interlocuteur. La manœuvre est claire: laisser pourrir la situation jusqu'à la fusion à marche forcée des services JRI France2/ France3. Ce que nous refusons. Dernier épisode, un mail nocturne en fin de semaine, du directeur de l'information annonçant la mise en consultation du poste de Rédacteur en Chef, prouve que le processus n'avait pas été enclenché.

Depuis la rentrée, pour des raisons d'économies, le recours aux pigistes-CDD pour remplacer les absences maladies ou renforcer le service dans ses missions, est désormais interdit ou extrêmement réduit, ce qui le place de fait en sous-effectif.

Pour répondre aux nombreux objectifs de la rédaction, beaucoup d'entre nous travaillent régulièrement 6 jours sur 7/semaine. La priorité est bien sûr de répondre aux besoins de l'info du jour. Ce à quoi on cherche délibérément à nous cantonner. Désormais, les magazines externalisent leurs moyens en ayant recours à des OPV (opérateurs de prise de vue) de maisons de production privées, des professionnels qui ne sont pas journalistes. Pour la première fois dans l'histoire de Complément d'Enquête, récemment, un rédacteur maison a fait son reportage avec un OPV extérieur. Le message qu'on nous envoie est clair, vous serez cantonnés exclusivement à "l'info" 13h/20h. Ce qui veut dire aussi, que la direction de l'info n'hésiterait pas à confier la réalisation exclusive des grands reportages labellisés France 2, magazines d'enquête et d'investigation à des non-permanents extérieurs à l'entreprise ou à des producteurs privés. Où est la logique éditoriale, la transparence et la sécurité que l'on doit au téléspectateur, où passe l'argent de la redevance ?

Cette pratique donne corps à la rumeur de cabinets d'audit qui travailleraient à l'externalisation complète de tous les magazines d'information de France Télévisions. Est-il possible d'imaginer un groupe de 2600 journalistes qui ne produise pas ses magazines ? Pour certains visiblement oui !

.../...

Depuis plusieurs mois, on nous oppose maintenant des impératifs de rigueur budgétaire. Pourtant sur le terrain nous constatons qu'on ne regarde pas à la dépense lorsqu'il s'agit de faire fabriquer des sujets, pour les éditions de 13h et 20h notamment, à la chaîne, par de multiples équipes et par petits bouts. Une pratique couteuse, déresponsabilisante et qui revient à utiliser les reporters de terrain comme des auxiliaires de l'information ou des prestataires de service.

Autre indice inquiétant: la commande de 144 "TV U-PACKS" (systèmes de transmission 3G/4G) transformant le JRI en cadreur, comme sur les chaînes tout info.

Il semble encore nécessaire de rappeler que le JRI est un journaliste, que son métier, sa vocation, sa mission et son champ d'exercice, définis par des textes, sont de réaliser des reportages. Qu'il est plus utile et plus rentable en tournage, que planté à côté de son pied de caméra à cadrer un journaliste en plateau. Cette mission ne peut unilatéralement nous être imposée. Enfin, le débat sur les émissions d'ondes 3G/4G n'est pas clos mais contourné par la direction de l'info qui ne tient pas ses engagements vis à vis du CHSCT. Nous invitons donc l'instance à se saisir de nouveau du dossier.

Nous n'admettons plus ce manque de considération lorsqu'on sait que très souvent nous faisons bien plus que les 11h conventionnelles de tournage par jour ! De plus, lors des missions de plusieurs jours, personne ne connaît les amplitudes horaires des équipes, les 13h de travail sont alors régulièrement dépassées. Et nous faisons passer régulièrement l'intérêt de la société, du tournage avant notre confort, notre famille, notre santé et même le droit du travail... Mais il semble que pour notre direction, ce ne soit jamais assez, et que, pour ceux qui voient l'info en dépêches, en chiffres et en sms depuis leur bureau, les JRI sont un troupeau d'herbivores dociles, sur lequel il y a toujours un peu de gras à prélever.

Une partie des JRI est physiquement usée. Au sein de France Télévision le taux d'absentéisme (arrêts maladie + accidents de travail) est de 4%, alors qu'il pointe à 10% dans le service JRI de France 2. La réalité, c'est donc qu'en moyenne, notre avenir professionnel sera géré par la médecine du travail.

Pour toutes ces raisons nous journalistes, soucieux avant tout de la qualité de l'information et de la bonne utilisation des deniers publics, demandons:

La nomination pour notre service d'un rédacteur en chef proche de notre service et partageant nos valeurs professionnelles et humaines.

Le respect des textes concernant la durée maximale quotidienne et hebdomadaire de travail et des temps de repos. L'accumulation des charges de travail étant responsable de l'usure physique des JRI et d'une forte augmentation des arrêts maladie dans le service.

- La non-externalisation des magazines d'information de la rédaction et la garantie de la participation des JRI du service à toutes les émissions d'information de France 2.
- - Le respect de la définition de notre fonction de journaliste et donc l'abandon du recours aux TV U-Packs pour les directs et envoi d'éléments de sujets.
- Le maintien ou l'intégration au planning de nos collègues CDD et pigistes afin d'assurer le bon fonctionnement du service.
- La récupération des postes disparus au fil du temps et qui sont à la base du sous-effectif chronique du service.

Nous, JRI de France 2 affirmons que nous sommes un service pivot de la rédaction et pour rappeler à la direction de l'information que la télévision c'est d'abord de l'image qui a du sens, nous sommes prêts à poser les caméras.

Ainsi, les syndicats CFDT Médias FTV, SNRT-CGT, SNPCA-CGC, SNJ FTV appellent les journalistes de la rédaction nationale de France 2 à cesser le travail de manière indéterminée à partir du mardi 3 novembre 2015, et demandent à la direction d'engager des négociations sur ces points.

Paris, le 12 octobre 2015

Pour le SNRT-CGT

Pour la CFDT Médias

Pour le SNPCA-CGC

Pour le SNJ-FTV